



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 24/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOUCHE PAPERS

146 rue Jean Mermoz
88100 Sainte-Marguerite

Références : S-24-995RP
Code AIOT : 0006202062

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement SOUCHE PAPERS implanté 142 RUE DES PAPETERIES 88650 ANOULD. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été provoquée suite à la réunion "P3S" qui s'est tenue le 06 septembre 2024 en sous-préfecture de Saint Dié des Vosges, lors de laquelle les points suivants ont été abordés :

- signalement de la présence de déchets entre la Meurthe et le canal ;
- traitement des pollutions sur le secteur constitué du bâtiment administratif, des garages et de la halle de stockage (hors périmètre EPFGE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUCHE PAPERS
- 142 RUE DES PAPETERIES 88650 ANOULD
- Code AIOT : 0006202062
- Régime : Autorisation – Cessation d'activité
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOUCHE PAPERS était autorisée par arrêté préfectoral n° 443/2010 du 23 février 2010 à produire 64 000 tonnes/an de papier couché.

Par jugement du Tribunal de Commerce d'Epinal du 11 septembre 2012, la liquidation de la société a été prononcée. Maître VOINOT a été désigné liquidateur sur ce dossier et devient à ce titre, représentant de l'ancien exploitant.

La notification de cessation d'activités a été reçue par Monsieur le Préfet des Vosges le 18 septembre 2013.

Par arrêté préfectoral du 03 avril 2018, l'exploitant a été mis en demeure de réaliser des investigations complémentaires sur l'état de pollution du site mis en évidence par l'étude TUV réalisée en 2016 et de transmettre un plan de gestion.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1	AP de Mise en Demeure du 03/04/2018, article 1	Consignation	1 mois
2	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-39-1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de cette visite mettent en évidence le non-respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 03 avril 2018 sur le secteur situé hors du périmètre d'intervention de l'EPFGE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/04/2018, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Investigations complémentaires et plan de gestion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOUCHE PAPERS, représentée par son liquidateur judiciaire Maître VOINOT, est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, de respecter l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite du site réalisée le 05 février 2024 sur le secteur constitué du bâtiment administratif, des garages et de la halle de stockage occupés par la société TECHNIDEPOL (hors périmètre EPFGR), l'inspection a fait un rappel de l'étude TUV réalisée en 2016 qui pointe deux sources potentielles de pollution :</p> <ul style="list-style-type: none"> • source n° 6 : ancien stockage de gasoil-essence sur la zone des bureaux et garages ; • source n° 13 : tour à rectifier, l'échantillon prélevé présente une teneur en Hydrocarbures de 2 490 mg/kg. <p>Dans son rapport en date du 05 mars 2024, l'inspection demandait que des investigations complémentaires soient réalisées sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la confirmation ou non de la présence des cuves de gasoil-essence et la réalisation d'un diagnostic des sols ; • l'évaluation du volume de terres polluées au droit du tour à rectifier. <p>Aussi l'exploitant, représenté par le liquidateur judiciaire, devait transmettre à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les justificatifs sur la présence ou non des cuves de gasoil-essence ; • les résultats des diagnostics sols complémentaires à réaliser sur les deux zones sus-visées ; • le plan de gestion des pollutions mises en évidence.

Au jour de la visite, l'inspection n'a reçu aucune réponse de la part du liquidateur judiciaire, malgré une relance par courriel en date du 22 août 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R.512-39-1

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

[...]

Constats :

Suite à un signalement concernant la présence de déchets au niveau de la " zone verte " du site, l'inspection a pu constater au sein d'une végétation dense :

- fûts en métal vide ;
- films plastiques affleurant ;
- cendres ;
- quelques éléments métalliques de formes diverses ;
- revêtement de sol type balatum.

Ces déchets sont situés principalement sur la zone du PPC6-1 (point de pollution concentrée) constitué de boues papetières fortement impactées en hydrocarbures. Le plan de gestion des pollutions prévoit le maintien sur place de ce PPC compte tenu du couvert végétal dense présent avec mise en place d'une surveillance piézométrique.

Dans le cadre de la requalification des papeteries du Souche, l'étude EODD du 16 mai 2023 relative au risque inondation par débordement de la Meurthe met en évidence que la " zone verte " n'est pas inondable. Les déchets présents ne peuvent donc pas être emportés lors d'une crue.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors des travaux d'implantation du futur ouvrage de confinement prévu en aval du PPC6 (cf. annexe du 2 présent rapport), l'inspection préconise uniquement l'enlèvement des déchets les plus volumineux sans dégrader le couvert végétal et en fonction de l'accessibilité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois